Jean-Marc PIOTTE
sociologue (UQAM)
1983

“ Le destin capitaliste. ”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Marc Pottle, sociologue québécois
Professeur à la retraite, UQAM

“ “ Le destin capitaliste. ”. ”

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Jean-Marc Pottle, “ **Le destin capitaliste.** ”

Jean-Marc Pottle, , “ Le destin capitaliste ”. Un article publié dans la revue *Conjoncture politique au Québec*, n° 3, printemps 1983 (pp. 127 à 138) (Dossier : Famille et société). Montréal : Éditions coopératives Albert Saint-Martin. [Autorisation accordée le 21 juin 2003.] Collection : Les leaders du Québec contemporain.

Jean-Marc Pottle enseigne au Département de Science Politique de l'Université du Québec à Montréal. Militant syndical et il a consacré plusieurs livres et articles à la théorie marxiste des classes, de la nation, de l'État et du parti, ainsi qu'à la lutte syndicale. Il fut de plus co-fondateur des revues *Parti pris* et *Chroniques*.

M. Pottle est spécialisé dans les idéologies politiques et le syndicalisme.
(potte.jean-marc@uqam.ca)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition complétée le 6 juillet 2003 à Chicoutimi, Québec.

Jean-Marc Pottie, “ Le destin capitaliste ”. Un article publié dans la revue *Conjoncture politique au Québec*, n° 3, printemps 1983 (pp. 127 à 138) (Dossier : Famille et société). Montréal : Éditions coopératives Albert Saint-Martin. [Autorisation accordée le 21 juin 2003.]

Tout travail social ou commun, se déployant sur une assez grande échelle, réclame une direction pour mettre en harmonie les activités individuelles [...] Un musicien exécutant un solo se dirige lui-même, mais un orchestre a besoin d'un chef [...] Entre les mains du capitaliste la direction n'est pas seulement cette fonction spéciale qui naît de la nature même du procès de travail coopératif ou social, mais elle est encore, et éminemment, la fonction d'exploiter le procès de travail social, fonction qui repose sur l'antagonisme inévitable entre l'exploiteur et la matière qu'il exploite.

Marx

L'Espoir, en effet, n'est rien d'autre qu'une joie inconstante, née de l'image d'une chose future ou passée dont l'issue nous paraît douteuse.

Spinoza

La direction, que semble impliquer toute société industrielle complexe, peut-elle être pratiquement séparée de l'exploitation ? L'autorité hiérarchique est-elle indispensable à la direction ? Le dirigeant ne voit-il pas l'intérêt de l'ensemble par le biais des siens ? Le dirigeant n'est-il pas le dominant ?

La trinité direction-domination-exploitation marque toute l'histoire de l'humanité, depuis que les hommes écrivent. Je ne voudrais pas me hasarder dans les débats sur la nature des sociétés pré-historiques, ni non plus m'envoler dans des réflexions philosophiques, même si ces préoccupations ne me sont pas étrangères. Plus simplement, je chercherai à poser ces questions au sein du mode de production qui structure l'histoire que nous vivons.

Marquons, d'abord, des différences. Le serf travaillait habituellement sur la terre de ses ancêtres, même si le sol ne lui appartenait pas et même s'il devait remettre la moitié de sa production au seigneur. Il fabriquait lui-même ses outils, cultivait comme son père, et transmettait par apprentissage ses connaissances à ses fils. Le seigneur consommait ce surproduit dans des guerres de défense ou de rapine, ou dans des fêtes somptuaires : il la consumait. Le capitalisme se développe dans les pores mêmes de la société féodale par l'émergence de deux classes qui approvisionnent les féodaux dominants : les artisans et les marchands. Le capitalisme naîtra de la mainmise de ceux-ci sur ceux-là.

Ne nous arrêtons pas sur les complexes problèmes de la transition : esquissons encore des différences. Le capitaliste, sous peine de disparaître, est contraint de consacrer une part croissante de son surproduit à l'augmentation de son capital, donc à la croissance de la production et au développement de la productivité. Les lois du marché l'y obligent. Et les monopoles ne suppriment pas la concurrence : ils la propulsent à l'échelle de la planète.

L'histoire montre comment le capital est contraint par la concurrence à s'accumuler en élargissant la production et en augmentant la productivité. Celle-ci s'obtient par la division du travail et la déqualification de la main-d'œuvre. L'utilisation de la machine-outil puis celle de la machine-moteur sont des moyens au service de la logique de ce développement du capitalisme. Des historiens ont très bien décrit ce processus et dévoilé comment le capital reproduit, du côté de l'exploiteur comme de l'exploité, les divisions ethniques et sexuelles. Les ouvriers, de façon différenciée selon les phases de ce procès, résistent évidemment à ce qui les réduit au chômage, les déqualifie et abaisse leur niveau de vie.

Marx, lorsqu'il analyse dans le chapitre VIII du livre premier du *Capital* les diverses formes d'organisation du travail, répond moins à un souci d'historien qu'à une volonté de dégager la logique inhérente au développement du capital, en décrivant certaines modalités organisationnelles de son rapport avec le travail. Manufacture par combinaison de métiers indépendants (ex. fabrication de carrosses) ou par division du travail d'un même métier (ex. manufacture de chaussures) ; manufacture hétérogène, celle dont le produit est constitué par le rassemblement de diverses pièces exécutées indépendamment par des ouvriers parcellaires (ex. fabrication de montres) ou manufacture sérielle, celle dont le produit est le résultat final d'un processus dans lequel le fruit du travail de l'un sert de matière première au travail de l'autre (est ainsi posée, en creux, la possibilité de ce que sera la chaîne de montage), toutes ces formes de manufactures répondent à un même destin : production de plus-value relative et croissance du capital.

La manufacture, décrite par Marx, précède l'utilisation de la machine-outil. Le métier, même s'il est divisé, constitue le fondement de la manufacture. Les connaissances, la force et l'habileté de l'ouvrier forment les éléments essentiels à la production de valeur, dans la mesure où les outils ne sont encore que les prolongements des organes naturels de l'homme. Réduction des temps morts, croissance de la productivité ouvrière par la diminution du nombre de gestes effectués par chaque ouvrier, rétrécissement du temps d'apprentissage et déqualification des artisans au service de l'insatiable capital : la manufacture augmente la production et la productivité, mais en mutilant l'ouvrier. Selon l'habileté et/ou la force requise(s) dans les diverses tâches parcellaires, les ouvriers sont évalués, sélectionnés et hiérarchisés. Cette spécialisation et réduction du travail à des gestes simples et élémentaires estropient le travailleur, en sacrifiant, dit Marx, tout un monde de dispositions et d'instincts producteurs au développement factice de la dextérité de détail. Car, à travers le travail divisé, subdivisé et réparti, c'est l'individu lui-même qui est morcelé.

Taylor affirme, avec raison, qu'il n'a rien inventé : il n'a que rationalisé les principes de la division du travail inhérents au développement du capital. Étude des connaissances traditionnelles de l'homme de métier, leur enregistrement, classement et transformation en gestes simples, élémentaires, répétables indéfiniment et chronométrés ; la sélection des ouvriers et leur apprentissage à un travail rétréci et minuté sur la base de la division « scientifique » du travail ; la stricte répartition de celui-ci entre les exécutants, les ouvriers, et ceux qui sont payés pour penser et dont la couche inférieure est constituée des contremaîtres : il y a bien là expropriation du savoir ouvrier par le capital et renforcement de la division entre travail manuel et travail intellectuel. Mais, à l'encontre de Marx, Taylor se refuse à voir les effets débilissants de la division du travail sur les ouvriers devant les diverses Commissions d'enquête, il ne répond pas aux accusations il les contourne en alléguant que l'augmentation de la production, permise par l'accroissement de la productivité entraînée par la division du travail, autorisera sur le marché des objets de consommation devenus dorénavant accessibles aux ouvriers. Ford, qui invente la chaîne de montage qui déterminera les cadences auxquelles sont soumis les ouvriers, fera le même tour de passe-passe : la subordination de l'ouvrier à des gestes mécaniques rythmés par la chaîne est minimisée au nom de la satisfaction des besoins : l'ouvrier pourra lui-même acheter l'auto qu'il oeuvrera à produire.

Mais le taylorisme et le fordisme auraient été impossibles sans la création de la machine-outil, qui émancipe la production des limites manuelles de l'homme et permet ainsi la naissance de la fabrique. Cette création rend nécessaire la machine-moteur, qui libère la production des frontières de la force humaine, en actionnant plusieurs machines homogènes ou un système de machines auxquelles les ouvriers sont soumis. La science et la technologie deviennent ainsi les fidèles serviteurs de la croissance de la production, de la

productivité et du capital. La grande industrie amplifie donc l'aliénation des ouvriers morcelés et multiplie les accidents et les maladies industrielles. Les conditions de travail auxquelles ils sont soumis - et que viennent de (re)découvrir ceux qui n'y sont pas contraints (et pourquoi maintenant ?) - sont impitoyablement décrites par Marx :

tous les sens sont affectés à la fois par l'élévation artificielle de la température, par une atmosphère imprégnée de particules de matières premières, par le bruit assourdissant des machines, sans parler des dangers encourus au milieu d'un mécanisme terrible vous enveloppant de tous côtés et fournissant, avec la régularité des saisons, son bulletin de mutilations et d'homicides industriels. L'économie des moyens collectifs de travail, activée et mûrie comme en serre chaude par le système de la fabrique, devient entre les mains du capital un système de vols commis sur les conditions vitales de l'ouvrier pendant son travail, sur l'espace, l'air, la lumière et les mesures de protection personnelle contre les circonstances dangereuses et insalubres du procès de travail, pour ne pas mentionner les arrangements que le confort et la commodité de l'ouvrier réclameraient. Fourier a-t-il donc tort de nommer les fabriques des *bagnes mitigés* ?

La machine se substitue à la force ouvrière, la déqualifie et la réduit au chômage. Évidemment, elle entraîne la création de nouveaux emplois, du moins en amont et en aval. Mais la croissance indéfinie du capital soumet la force ouvrière à l'instabilité perpétuelle. Les ouvriers au XIX^e siècle avaient-ils raison de s'attaquer aux machines qui les aliénaient pour, ensuite, les réduire au chômage ? Marx ne le croit pas. Il faut distinguer, dit-il, les moyens de production, qui permettent le progrès économique, de son mode social d'exploitation.

Marx est de son siècle : le progrès ininterrompu est la valeur non questionnée de sa pensée. Le développement des forces productives, des moyens de production, est un bien en soi. D'où son attitude ambivalente face au mode de production capitaliste : il le louange pour sa productivité croissante qui le distingue des modes de production antérieurs ; il le blâme pour ses effets sur les travailleurs.

Comment Marx espère-t-il la séparation de l'ivraie capitaliste du bon grain productif ? La socialisation progressive des forces productives entrera en contradiction avec les rapports de production privée et les fera disparaître au profit d'une planification sociale de la production. Le déterminisme économique est doublé d'une foi dans la valeur émancipatrice du prolétariat. Celui-ci n'étant rien, et la bourgeoisie tout, il sera hégéliennement la première classe dans l'histoire à s'émanciper en libérant tous les hommes de l'exploitation. Marx, ce juif athée, ne fuit que métaphoriquement sa culture : le prolétariat est le peuple élu en route - malgré les difficultés, les embûches et les détours - vers la terre promise sous le regard du dieu progrès.

L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même. Mais comment le prolétariat, réduit dans l'usine à un travail manuel d'exécutant, trouvera-t-il les ressources intellectuelles et organisationnelles pour diriger la révolution et exercer sa domination transitoire dans la future société socialiste ? Marx ne se pose pas cette question. Il a assisté aux grands soulèvements populaires du XIX^e siècle, dont celui de la Commune de Paris : son espoir s'alimente de ces révoltes, même si la Commune constitua l'œuvre d'artisans déqualifiés par le développement de la manufacture, et non de prolétaires proprement dits. Évidemment Marx adhère au progrès de la science - rendu possible dès le monde grec par l'invention de cette langue universelle, la mathématique - et ne sous-estime pas son propre apport. Par l'action et la discussion communes, les prolétaires s'approprièrent les connaissances scientifiques. La première Internationale, l'A.I.T., en regroupant tous ceux qui croient possibles l'émancipation du prolétariat et l'abolition des classes sociales, a pour objectif, sur la base d'échanges d'idées, de dégager un programme politique commun à l'ensemble du mouvement ouvrier. Dans sa pratique, Marx se heurtera à une série de contradictions qu'il ne conceptualisera pas. L'A.I.T. se divisera en deux tendances : l'une, regroupant plutôt des intellectuels, défendant les positions de Marx ; l'autre, où les artisans et hommes de métier déqualifiés se retrouvent plus nombreux, suivant leur leader Bakounine. Pourtant, vue de nos jours, l'opposition entre Marx et Bakounine semble reposer sur une nuance intellectuelle : celui-ci prônait l'abolition immédiate de tout État tandis que celui-là insistait sur la nécessité, pour le prolétariat, d'exercer directement, comme pendant la Commune de Paris, les fonctions exécutives, législatives, judiciaires, et militaires durant la phase transitoire du socialisme. Les anarchistes désiraient l'utopie, ici et maintenant, tandis que Marx, au nom de l'efficacité, repoussait dans un plus tard la réalisation de ce désir. Et, dans sa lutte contre l'anarchisme, il n'employa pas que des arguments intellectuels : il utilisa le contrôle qu'il exerçait sur le secrétariat de l'A.I.T. pour limiter bureaucratiquement la participation des partisans de Bakounine aux Congrès. Quoiqu'il en soit, cette lutte de tendances accélère la disparition progressive de la 1^{ère} Internationale. Marx en tirera la conclusion suivante qu'il défendra violemment lors du projet de fusion entre le parti d'Eisenach, fidèle à ses positions, et le parti de Lasalle qui se situait à l'opposé des anarchistes en défendant un socialisme d'État : il ne faut pas faire de compromis sur les principes « scientifiques », mais s'entendre sur un programme d'actions communes. Le prolétariat ne s'emparait donc pas si facilement de la science, même si Marx maintint jusqu'à la fin de sa vie que la révolution ne pourrait être que le fruit du libre développement intellectuel du prolétariat.

Kautsky, ce compagnon intellectuel d'Engels vieillissant, ce grand successeur de Marx, redéfinit autrement le lien science/prolétariat. Il trace une nette démarcation entre lutte économique et lutte politique, lutte spontanée et lutte

révolutionnaire, conscience ouvrière et socialisme. Celui-ci, produit d'intellectuels bourgeois, doit être, par l'intermédiaire du parti, apporté de l'extérieur dans la classe ouvrière. Sur ce point, Lénine, dans une conjoncture fort différente, demeure un fidèle kautskyste. Et dans *Que faire ?*, il définit les règles de fonctionnement du parti : division des tâches, hiérarchisation et centralisation. Lénine, à certains moments de la lutte politique en Russie, se démarqua des thèses trop « schématiques » du *Que faire ?*. Mais il les reprit à la fin de sa vie et elles marquèrent toute l'existence de la IIIe Internationale. Et l'histoire a démontré l'efficacité du parti léniniste. Mais comment ne pas reconnaître que celle-ci redouble la logique de l'organisation capitaliste du travail qui se fonde sur la division des tâches, dont celle, fondamentale, entre travail intellectuel et travail manuel ?

Avant la révolution, Lénine manifestait son ambivalence envers le taylorisme : il critiquait ses effets aliénants sur les travailleurs et admirait sa productivité. Après la révolution, pour relancer le développement économique, il défendit avec acharnement le taylorisme. Mais la défense de l'Organisation scientifique du travail, mise au point par un ingénieur américain, succéda à la reprise en main des usines par des dirigeants nommés d'en haut. La question se posa d'abord dans les chemins de fer - où les travailleurs appuyaient surtout les menchéviks - qui requièrent une planification centrale afin que les trains, et les marchandises qu'ils transportent, dont des forces de travail, arrivent au lieu indiqué, à l'heure déterminée. Trotsky fut mandaté pour réorganiser militairement le service ferroviaire, et les principes de cette direction furent imposés dans l'ensemble des usines. Lénine - en s'appuyant sur le didacticien Engels qui ne fait qu'amplifier la distinction posée par le subtil théoricien Marx - affirme le caractère socialiste de la direction : il faut distinguer, de son caractère exploiteur sous le capitalisme, la nécessaire direction de tout procès social de travail.

Du point de vue de l'efficacité, l'itinéraire de la révolution russe, comme celle des autres révolutions « socialistes », semble inévitable. Pour ne pas succomber, elle obéit à la même logique que le capitalisme (croissance de la production par l'augmentation de la productivité) et repose sur le même type d'organisation du travail qui reproduit la division des tâches et l'opposition entre travail intellectuel et travail manuel.

Je ne nie pas les différences que j'ai déjà décrites entre pays socialistes existant réellement et pays capitalistes. Il est évident que, par exemple, les besoins du peuple chinois sont mieux satisfaits que ceux de l'Inde. Je reconnais aussi que le socialisme réel penne, plus facilement que la voie capitaliste, le développement économique et la satisfaction des besoins élémentaires des masses dans les pays sur-exploités. Mais je prends acte des enseignements de l'histoire « socialiste » : la logique et l'organisation du travail y sont les duplicata de celles du capitalisme et la domination y est reproduite. Dans ce

sens, les intellectuels critiques de Marx avaient bien prophétisé : la discipline de la fabrique, surtout dans la planification de type stalinien, fut imposée à l'ensemble de la société civile.

Le capitalisme d'état allemand, qu'il faut lui aussi imiter, au nom de l'efficacité, reprend la même structure mentale que celle à l'œuvre dans *Que faire ?* et dans la série de textes sur l'organisation du travail qui débute, en mars 1918, avec « Les tâches immédiates du pouvoir des Soviets ». Le marxisme et le léninisme, ces théories d'intellectuels bourgeois, seraient-ils l'idéologie de cette nouvelle classe montante, cette intelligentsia en butte dans les sociétés agraires, aux limites productrices de la propriété foncière et de l'entreprise privée ? Cette hypothèse séduit ; la force motrice des révolutions socialistes a varié - le paysannerie joua ce rôle en Chine, à Cuba et au Vietnam - tandis que sa direction intellectuelle, d'origine bourgeoise ou petite-bourgeoise, demeure l'invariant.

Cependant, si on reprend la définition gramscienne de l'intellectuel, il me semble qu'il faut distinguer ceux qui gèrent la société - quel que soit le qualificatif attribué à cette classe dominante : bureaucrates, technocrates, gestionnaires, bourgeois... - et la classe intellectuelle qui est le relais économique, politique et culturelle de cette domination. Je ne veux cacher le caractère problématique de cette distinction, que révèle la difficulté d'indiquer clairement où s'inscrit la démarcation. Elle me semble utile pour rendre compte des luttes qui opposent de larges couches intellectuelles à ceux qui les dirigent. Elle tient compte de la division du travail qui pénètre le travail intellectuel et qui se développera comme le cancer : restriction de l'ampleur des activités, augmentation de la tâche limitée, encadrement et contrôle d'en haut, au nom de la productivité. Elle renvoie aussi à cette mince couche d'intellectuels qui se questionnent et interrogent le monde dans lequel on vit, et dont on se débarrasse dans les pays totalitaires, capitalistes ou socialistes.

Le rêve de Marx d'une direction sans oppression ne s'est pas réalisé historiquement. Et depuis Lénine, les effets débilissants de l'organisation capitaliste ou « socialiste » du travail ont été ignorés des marxistes et resurgissent seulement chez certains, lors des luttes menées par la fraction gauchiste de la révolution culturelle chinoise. Productivité et production ; direction et domination ; taylorisation de la société ; tout semble indissolublement lié. Direction et domination seraient inséparables : les dirigeants voient les intérêts de l'ensemble de la société à la lumière des leurs, et ils utilisent les instruments à leur disposition pour défendre leur propre position.

Une certaine tradition marxiste donnera une explication strictement économete de la lutte du mouvement ouvrier pour la défense de ses conditions de travail et de vie. La valeur de la force de travail, comme toute autre marchandise, est définie par son temps de production et de reproduction. Elle peut

varier selon les pays, les cultures... mais son prix est fixé par le marché. De ce déterminisme économique naît le mythe de la paupérisation absolue qui s'imposera longtemps malgré le démenti brutal des faits. (Depuis, on s'est rabattu sur la paupérisation relative : la puissance économique de la classe dominante croît plus rapidement que le niveau de vie du prolétariat.)

Or, le mouvement ouvrier n'est pas que le pur objet du marché. La marchandise, force de travail, lutte. Et le niveau de vie des masses populaires - du moins dans les pays industrialisés, capitalistes ou socialistes - a crû, malgré des périodes temporaires de recul durant les crises économiques. Plus de produits sont disponibles pour la satisfaction des besoins des peuples de ces pays. Croissance du capitalisme et croissance du niveau de vie du prolétariat ne sont pas incompatibles, comme le suggéraient certains marxistes.

Marx, selon Andrew L. Friedman, à l'ombre de l'espoir de la révolution prolétarienne, a mal entrevu les changements que la résistance ouvrière produit au sein même du mode de production capitaliste. Le couple Kautsky-Lénine rabaissera les luttes spontanées du mouvement ouvrier au nom de la noble lutte révolutionnaire. Sous l'emblème de l'utopie communiste, on oeuvrera à subordonner le mouvement ouvrier au parti et, dans la même foulée, on se refusera à reconnaître les effets de l'autonomie ouvrière. Pourtant, il est impossible de comprendre les modifications survenues dans les comportements des gestionnaires et dans l'organisation du travail, si on néglige les effets macro-économiques des luttes ouvrières dans l'entreprise.

Il y a évidemment les luttes collectives des ouvriers, notamment la grève, an-ne privilégiée de l'autonomie ouvrière : arrêt collectif de la production jusqu'à ce que le patron se résolve à une entente satisfaisante sur le salaire, les bénéfices marginaux et les conditions de travail. Le mythe de la grève générale, qui réunifierait l'ensemble du monde ouvrier contre le patronat et abolirait ainsi le salariat et le patronat, révèle le désir refoulé de tout mouvement gréviste, comme le manifeste la charte d'Amiens.

Mais il y a aussi les résistances individuelles - absentéisme, « tum over », sabotage conscient ou inconscient de la production - qui s'expriment dans l'usine et dont le patronat doit tenir compte. Elles entraînent des modifications, non seulement de l'organisation du travail, mais aussi de l'ensemble de l'organisation industrielle.

Évidemment les gestionnaires visent le profit, donc l'augmentation de la productivité et de la production. Mais celle-ci est toujours conditionnée par la résistance ouvrière, individuelle ou collective. Cette double résistance explique pourquoi une même réforme - par exemple, les groupes autonomes de travail - peut être et le fruit de la stratégie patronale et une revendication imposée par le mouvement ouvrier organisé. Face aux résistances indivi-

duelles - turn-over, absentéisme, mauvaise qualité de la production - les gestionnaires pourront utiliser différentes techniques de relations humaines (Mayo et les sentiments humains ; Moréno, les affinités personnelles et les leaders naturels ; Lewin et la participation) et divers types d'organisation du travail - dont le *nec plus ultra* est actuellement, pour la frange « progressiste » des gestionnaires, le groupe autonome du travail - afin de favoriser une plus grande intégration de l'ouvrier à l'entreprise en vue d'une plus grande productivité. Le mouvement ouvrier organisé, dont l'objectif premier est le prix de vente de la force de travail, devra aussi, durant les moments de lutte intense, prendre en charge le tenace désir ouvrier d'exercer une tâche enrichissante.

Car le sujet ne se résout pas facilement à effectuer un travail aliénant au nom de la satisfaction de ses besoins et de celui de sa famille. Le capitalisme dut exproprier les paysans et les artisans de leurs moyens de production pour les contraindre, par la faim et le froid, à vendre leur force de travail. Durant les premières phases de l'industrialisation, dans certains pays, le salaire fut brutalement réduit afin de forcer les ouvriers à demeurer au travail, car, ramassaient-ils un faible pécule, ils se tiraient de l'usine pour jouir de quelques jours ou semaines d'oisiveté. Même aujourd'hui, les travailleurs venus d'occupation rurale n'arrivent pas à se soumettre à la discipline de l'usine. Une des raisons invoquées par les capitalistes pour ne pas s'implanter en milieu rural est le manque de main-d'œuvre qualifiée. Or, dans certaines entreprises, la formation d'une main-d'œuvre spécialisée exige au plus quelques mois. La raison invoquée masque ainsi le refus obstiné des travailleurs ruraux à la vie carcérale de l'usine. Toute entreprise, qui - par exemple, pour être sur le lieu de sa principale matière première - s'installe en milieu rural, le vit : malgré de bons salaires, le turn-over est massif : après quelques mois, les ouvriers renoncent à leur emploi ou ils sont congédiés pour nonchalance et inattention. Ils acceptent donc de sacrifier un niveau de consommation supérieure à une plus grande liberté. Seule la seconde génération d'ouvriers soumettra ses désirs à ses besoins de consommation. Et jamais absolument, comme l'indiquent les résistances individuelles ou les luttes syndicales qui visent une amélioration des conditions de travail.

Mais le moteur du mode de production capitaliste n'est pas de meilleures conditions de travail, mais bel et bien la croissance de la production et de la productivité. Selon les pays, le secteur, la conjoncture économique, de meilleures conditions de travail pourront être obtenues suite à la résistance individuelle ou collective des travailleurs. Mais d'autres méthodes peuvent être utilisées par le gestionnaire : remplacement de travailleurs par des machines ; sous-traitance ; déplacement d'industries des pays urbains vers les pays ruraux, etc. Taylorisme, fordisme et industrie de « process », même s'ils marquent trois étapes cruciales dans le développement de la productivité, sont combinés de façon variée avec d'autres modes de gestion de la force de travail

selon les pays, la branche industrielle, la conjoncture économique et la lutte de travailleurs dans ou hors de l'usine.

Le mode de production capitaliste se reproduit par la division non seulement dans l'usine, mais entre secteurs, régions, pays... en exacerbant les oppositions existantes, qu'elles soient d'origine sexuelle ou ethnique, qu'elles reposent sur l'âge ou la compétence. Il se joue des divisions entre syndiqués et non syndiqués, travailleurs et chômeurs ou assistés sociaux, utilise les intérêts relativement privilégiés des uns pour les dresser contre les autres, dans son incessante course vers le progrès économique.

Production, productivité, consommation : cette trinité entraîne chaque homme dans le tourbillon du destin capitaliste. Chaque travailleur est considéré comme un des objets de production et, hors travail, comme un sujet de besoins auquel est offerte une panoplie d'objets de consommation selon diverses techniques de marketing. Dans la présente conjoncture de crise, de plus en plus de travailleurs acceptent le travail supplémentaire - qui est une aubaine pour le patron, même s'il paie à temps et demi, car il n'a pas à engager, former et payer le salaire indirect (les bénéfices marginaux) de nouveaux ouvriers - ou se dénichent un travail d'appoint, moins bien payé. Le maintien du niveau de vie ou la course à la consommation ont happé ces travailleurs. D'autres noient leur rêve de jeunesse dans la boisson (la coïncidence entre l'extension du fordisme et la proscription de l'alcool aux U.S.A. n'est pas fortuite). La majorité, enfin, se laisse bercer aux images parlées de la T.V.

Certains réclament l'arrêt de la croissance économique, la réduction de la consommation, la restriction des besoins. Il me semble que ce mot d'ordre contestataire redouble les propos des dirigeants actuels du système capitaliste en crise. Inflation et chômage : les travailleurs sont appelés à se serrer la ceinture, à se soumettre aux effets de la crise. Les dures luttes des mouvements sociaux des années 60 (syndicaux, étudiants, féministes, écologistes, marginaux, etc.) pour de meilleures conditions de travail et de vie auraient réduit le taux d'accumulation : il faut maintenant accroître la productivité. Les entreprises ne fonctionnent pas à plein rendement : comment créer une demande pour ces produits ? La réponse du système a souvent été l'extension de guerres locales, efficace façon de consumer les surplus de production et la main-d'œuvre excédentaire. Le mouvement syndical répond par sa traditionnelle demande de réduction des heures de travail, pour un même salaire : le chômage serait ainsi restreint et une nouvelle demande d'objets de consommation se manifesterait sur le marché.

Restriction des besoins ? Mais de qui ? Des pauvres de notre société d'opulence ? Des peuples des pays sur-exploités, comme les paysans du sud-est du Brésil ? J'aurais mauvaise conscience de reprendre à mon compte ce

slogan, d'autant plus que je reçois un bon salaire pour un travail dont les conditions m'assurent une très grande liberté. Que des contestataires pratiquent librement l'ascèse des besoins, pourquoi pas ? Mais le chant de certains sur la vertu universellement révolutionnaire de cette pratique privée ne me séduit pas.

Subordination des besoins à la vie du désir ? Sain réflexe. Le développement du capitalisme en contraignant de plus en plus chaque individu au travail parcellisé et à l'univers des besoins exacerbe le désir. La communauté, la famille s'écroulent. À la limite, l'individu ne deviendrait que son nomade désir. Nous deviendrions alors une foule de solitaires à la recherche du temps perdu.

Nostalgie de la stable famille, élargie ou étroite. Certains ont cherché à recréer cette communauté, sans autre règle que celle de la liberté de chaque sujet, au-delà de l'étroitesse de la famille traditionnelle. L'élan généreux retombé, la communauté se rétrécit à une stricte structure de domination ou éclate sur de vulgaires questions de besoins.

Small is beautiful ? But big is powerful. Le capital prolifère dans la division. Concentration du pouvoir économique d'une part, et pullulement d'autre part de petites et moyennes entreprises. Ce double effet du développement du capital s'amplifie en période de crise. Les monopoles, au lieu d'investir dans de nouvelles productions pour un marché saturé et incertain, utilisent leurs disponibilités financières pour acheter leurs concurrents. Afin d'abaisser les coûts de la force de travail et de contourner la force du mouvement ouvrier organisé, les grandes entreprises sous-traitent certaines de leurs opérations à des moyennes et petites entreprises où le mouvement syndical est plus faible ou absent. La croissance du capital détruit la petite entreprise pour la reproduire sur une plus grande échelle. En période de crise, le travail à domicile, le travail artisanal et même la manufacture autogérée s'inscrivent dans la logique du système pourvu qu'ils abaissent le prix de la force de travail.

Faut-il pour cela condamner la décentralisation ou les expériences d'auto-gestion ? Non. Un pouvoir plus décentralisé semble plus sensible aux différences qu'un pouvoir centralisé. Non, si ces mesures répondent à des requêtes ouvrières ou si, octroyées, elles soulagent ceux qui les reçoivent.

La coopérative, cette ancestrale requête du mouvement ouvrier autonome, renvoie à ce désir de contrôler son travail (coopérative de production), le prix du produit de son travail (coopérative de vente), ses économies (coopérative bancaire), ou la qualité et le prix des objets convoités (coopérative de consommation). Mais, tôt ou tard, les coopérateurs durent faire appel à des gestionnaires, porteurs et garants de la rentabilité économique. Ils durent leur

concéder certains pouvoirs, coincés entre leurs intérêts économiques immédiats, leur désir de contrôle et la nécessaire croissance de leur entreprise. Les contradictions se manifestent et les conflits éclatent plus clairement là où les producteurs oeuvrent dans des entreprises contrôlés par d'autres travailleurs qu'eux. Les gestionnaires, au nom des intérêts de leurs commettants, défendent la croissance de l'entreprise, c'est-à-dire leurs propres fonctions, contre les producteurs.

L'autogestion est la transposition politique du mot d'ordre ouvrier de coopérative. La Yougoslavie est le seul pays qui la pratique sur une large échelle. Mais des gestionnaires, nommés par le conseil ouvrier pour une durée déterminée, furent introduits dans l'usine pour y défendre la rentabilité économique contre les désirs de consommation immédiate des producteurs. Le conseil, élu par l'ensemble des travailleurs, reproduit la division entre ouvriers qualifiés mâles et ouvriers spécialisés : ceux-ci sont absents du conseil où les ouvriers les mieux placés défendent l'intérêt de l'ensemble des travailleurs à travers, eux aussi, le prisme des leurs. L'autogestion est limitée à l'usine, et Djilas a décrit les pouvoirs et les privilèges de la classe bureaucratique de son pays. Enfin, le marché prévaut sur le plan et entraîne, entre d'autres maux, le chômage.

Le mouvement coopératif, l'autogestion, malgré le désir de supprimer l'exploitation et l'oppression, a été subordonné à la logique inhérente au développement du système capitaliste. Mais, il ne faudrait pas pour cela mésestimer les conquêtes du mouvement ouvrier qui limitent les effets du M.P.C. et le contrôle des gestionnaires.

Croissance de la production et de la productivité : voilà la valeur réelle fabriquée par le capitalisme en mouvement. Si le système prolifère dans la division, il marginalise et exclut ceux qui se rebellent contre sa logique et/ou ceux qui sont inaptes à la production. Les fous, qui décrochent d'une réalité vécue comme insupportable, sont placés dans les hôpitaux psychiatriques. Ceux qui agressent la propriété, pour des raisons de besoins personnels ou par espoir politique, sont emprisonnés. Les vieillards sont placés dans des hospices, lieux d'attente de la mort.

Réduire l'âge de la retraite ? Les salariés sont ambivalents. Le rêve de se retirer le plus tôt d'un travail abrutissant sourit. Mais si on regarde les retraités, le rêve se mue en cauchemar. Même ceux qui critiquaient leur travail ne savent plus jouir du temps désormais disponible. Malgré eux, ils ont tellement intégré la valeur utile de leur travail qu'ils se sentent maintenant impuissants. Des futurologues pessimistes pourraient prédire qu'en l'an 2000, la société offrira sur demande aux retraités - improductifs, relégués dans des lieux clos, se sentant et étant à la charge des autres - des moyens agréables d'abréger leurs jours.

La réduction de l'âge de la retraite ouvrirait des postes pour ces jeunes qui piaffent, impatients, de dénicher du travail pour, eux aussi, satisfaire leurs besoins. Mais les jeunes deviendront des retraités. Il vaut mieux lutter pour d'autres réformes qui restreindraient le chômage et amélioreraient les conditions de travail et de vie.

Production et productivité croissante sont-elles possibles sans une organisation despotique et aliénante du travail ? Marx a hésité. Dans *Le Capital*, comme l'indique la citation placée en exergue de ce texte, il croit possible la séparation de la fonction de direction de celle d'exploitation. Il espère aussi que le développement de la production, en transformant continuellement les postes de travail, rendra nécessaire le travail polyvalent. Il imaginera, sous ce thème, un communisme où, tour à tour, chacun pourrait être travailleur manuel et travailleur intellectuel, dirigeant et dirigé, où chacun pourrait exercer de façon variée les diverses fonctions productives, où chacun pourrait créer dans son travail. Or, le développement du capital n'a pas rendu nécessaire le travailleur polyvalent. Au contraire, dans l'actuelle crise, l'État veut réduire les coûts de formation de la main-d'œuvre : un travail spécialisé définira la formation de chacun, quitte à le recycler plus tard si la croissance du capital fait disparaître cette spécialisation.

Mais Marx prédira aussi que la véritable libération du travailleur résidera dans la croissance du non-travail, dans l'augmentation des loisirs. Et, en effet, la croissance de la production et de la productivité a rendu possible ce que le mouvement ouvrier a imposé : la réduction des heures de travail. Ce « progrès » demeure cependant ambivalent : le salarié travaille plus pour consommer davantage, et les loisirs le divertissent d'un travail dont la finalité demeure extérieure. Infernale dialectique du travail pour consommer davantage et de la consommation pour compenser le travail abrutissant.

De nouveau, la crise secoue le mode de production capitaliste : inflation et chômage en extension, contradictions qui s'exacerbent, guerres locales plus intenses en expansion, interventions des super-puissants qui y défendent avec méfiance leurs intérêts tout en craignant la poudrière qu'est devenue la planète, mise en place de gouvernements totalitaires ou autoritaires qui répriment tout ce qui conteste le désordre existant.

L'incertitude pousse la majorité vers un ordre nouveau, dans une conjoncture où les tensions s'exacerbent. Le mouvement fasciste a surgi là où le mouvement ouvrier organisé et le vieil État bourgeois s'affrontaient dans une lutte à mort, aucun ne pouvant espérer vaincre l'autre. La masse des non organisés (jeunes, chômeurs, déclassés, etc.) donna les troupes à ceux qui promirent une foi, une future sécurité bienveillante, un amalgame de valeurs traditionnelles (virilité masculine/femme reproductrice) et de rêves... Des

ennemis furent identifiés : les communistes, les sociaux-démocrates, le mouvement syndical, puis tous les marginaux de l'ordre établi. En Allemagne, terre de Marx, on entreprit le génocide du peuple juif. Et il faudrait se demander ce que ce peuple symbolisait si profondément pour qu'on puisse susciter le désir thanatique de son extermination.

Les deux grands modèles actuels de civilisation s'écroulent. La guerre du

Vietnam, le scandale de Watergate, le déclin économique de l'empire américain face au Japon et à l'Allemagne : l'Amérique n'est plus « the best of the world ». L'Union soviétique a saccagé le rêve de Marx : un seul regard suffit. Plus de

modèle, ni de grande utopie. Nous devons apprendre à vivre, à lutter et à espérer au sein de ce système actuellement indépassé.

Prochain épisode : ESPÉRER.

Jean-Marc Piotte

Références

- Bakounine, M., *Socialisme autoritaire ou libertaire*, U.G.E., 1975.
Djilas, Milovan, *La Nouvelle Classe dirigeante*, Plon, 1957.
Ford, H., *Ma vie et mon oeuvre*, Payot, 1930.
Friedman, Andrew L., *Industry & Labour*, Macmillan, 1977.
Linhart, Robert, *Le Sucre et la faim*, Minuit, 1980.
Marx, *Le Capital*, Ed. Sociales.
Meister, A., *La Participation dans les associations ouvrières*, Éd. ouvrières, 1974.
Piotte, Jean-Marc, *Marxisme et pays socialistes*, VLB éd., 1979.
La Pensée politique de Gramsci, Anthropos et parti pris (épuisé).
Spinoza, *L'Éthique*, La Pléiade.
Taylor, F.W., *la Direction scientifique des entreprises*, Marabout, 1967.